Nicolas MOIZARD

Professeur à Université de Strasbourg, UMR DRES 7354

[moizard@unistra.fr](mailto:moizard@unistra.fr)

**ACTIVITE D’ENSEIGNEMENT 2021-2022 A L’UNIVERSITE DE STRASBOURG**

* **Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion de Strasbourg :**

Master 2 de droit social : séminaires sur les discriminations, le harcèlement et l’égalité de traitement ; le comité d’entreprise européen

* **Institut du travail :**

Sessions de formation syndicale et prud’homale en droit social français et européen (lutte contre les discriminations, négocier l’égalité professionnelle, durée du travail, négociation collective…)

* **Sciences Po Strasbourg :**

Master 1 : cours de droit du travail

**PUBLICATIONS**

OUVRAGES :

* *Le transfert d’entreprises : relations droit de l’Union - droit français*, *Larcier*, collect. Paradigme, 2015, 158 p.
* *Droit du travail communautaire et protection nationale renforcée, l’exemple du droit du travail français*, *Presses universitaires d’Aix-Marseille*, 2000, préf. Pierre RODIERE, tomes 1 et 2, 760 p.

ARTICLES :

* « La proposition de directive sur la transparence salariale entre les femmes et les hommes, avancées et incertitudes », Revue de droit du travail, 2021, pp. 431-440.
* « Santé au travail et pandémie : les droits des salariés en recul ? », avec Morane KEIM-BAGOT, Revue de droit du travail 2021, pp. 25-36.
* « COVID-19 and Labour Law: France », *Italian Labour Law e-journal*, Special Issue 1, Vol. 13, (2020).
* « Crise sanitaire et discriminations au travail », *Revue de droit du travail,* 2020, p. 257-259.
* « Les discriminations indirectes : la mission complexe des partenaires sociaux dans l’entreprise », *Droit social*, 2020, p. 320-327.
* « La Charte sociale valorisée par les juges nationaux : le rôle perturbateur des syndicats », *Europe des Droits&Libertés/Europe of Rights&Liberties*, mars 2020/1, p. 79-86.
* « La place des syndicats dans la négociation collective d’entreprise », *Droit ouvrier* 2019, p. 410-417.
* « Égalité professionnelle : quels apports de la négociation « administrée », avec Anne BUCHER, Michèle FORTE, Tiphaine GARAT, Isabelle TERRAZ, Fabienne TOURNADRE, in *L’égalité dans l’entreprise,* *Chroniques du travail,* n° 8, déc. 2018, pp. 149-173.
* « Baby Loup, vers une nouvelle discrimination en droit français ? », *Personnel*, oct. 2018, pp. 19-20.
* « Le principe de non-discrimination en raison de l’âge doit constituer une liberté fondamentale », *Droit social* 2018, pp. 537-540.
* « Le socle européen des droits sociaux : un nouvel instrument indéterminé », *L’Observateur de Bruxelles*, avril 2018, pp. 48-55.
* « Le périmètre des salariés consultés sur les accords minoritaires : les salariés « couverts » ou seulement ceux « concernés » par l’accord ?, *Semaine sociale Lamy*, 16 oct. 2017, n° 1786, pp. 9-11.
* « Enjeux et perspectives offerts par l'application des normes constitutionnelles et internationales, au regard de la loi « Travail » Contrer et construire », *Droit ouvrier* 2017, p. 209-216.
* « [Les toges européennes se déchirent sur le voile au travail](http://www.dalloz.fr.scd-rproxy.u-strasbg.fr/documentation/Document?id=REVTRAV/CHRON/2016/0183&ctxt=0_YSR0MT1tb2l6YXJkwqdyJGVvPSJSRVZVRVMvUkVWVFJBViLCp3gkc2Y9ZHotcmV2dWVz&ctxtl=0_cyRwYWdlTnVtPTHCp3MkdHJpZGF0ZT1GYWxzZcKncyRzb3J0PcKncyRzbE5iUGFnPTIwwqdzJGlzYWJvPVRydWXCp3MkcGFnaW5nPVRydWXCp3Mkb25nbGV0PcKncyRmcmVlc2NvcGU9RmFsc2XCp3Mkd29JUz1GYWxzZQ==&nrf=0_TGlzdGU=) »,*Revue de droit du travail,* 2017, p. 569.
* « Vers des « principes essentiels » européens », *Semaine sociale Lamy* 2016, p. 9
* « La neutralité dans l’entreprise », *Revue de droit du travail,* 2016, p. 817.
* « L’approche européenne du dialogue social national », *Semaine sociale Lamy,* 2015, n° 1691, p. 8-12.
* « Le droit d’action collective en droit de l’Union après la décision LO et TCO du comité européen des droits sociaux », *Revue trimestrielle des droits de l’Homme*, 2015, n° 103, pp. 603-622.
* « La négociation sur l'égalité professionnelle et sur la lutte contre les discriminations après la loi « Rebsamen » du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi, *Revue de droit du travail* 2015, p. 616.
* «The risks of invoking fundamental social rights”, *European labour law journal*, 2014, vol. 5, n. 3-4, p. 322-333.
* “Travaux de l’observatoire de la laïcité sur le fait religieux dans l’entreprise privée », *Revue de droit du travail,* 2014, p. 557-558.
* “L’actionnariat des salariés”, *Droit social,* 2014, p. 561-564.
* « L’action collective, aspects de droit européen », *in Actualité juridique de l’action collective – 40 après LIP !*, *Semaine sociale Lamy, supplément,* n° 1631, 19 mai 2014, p. 47-56.
* « L’usage des conventions de l’OIT par la Cour européenne des droits de l’homme », *Droit social,* 2014, p. 365-372.
* « Expression religieuse en entreprise et droit de l’Union Européenne. La Cour de justice et l’affaire Baby Loup », *Revue de droit canonique*, 2013, tome 63/1-2, p. 359-379.
* « Une atteinte à la liberté religieuse », *Semaine sociale Lamy*, 2013, n° 1609, p. 11-13.
* « Des mises à l’écart flagrantes du droit international et européen », *Semaine sociale Lamy*, 2013, n° 1569, p. 120.
* Les salariés de la filiale en difficulté et sa société-mère : la construction prétorienne du   
  co-emploi », *Revue Lamy de droit des affaires,* 2012, n° 75, p. 72-78.
* « Les intérimaires dans l’Union européenne », *Revue de droit du travail,* 2012, p. 240-246.
* « Clarifier le cadre juridique de la lutte contre les discriminations au travail », *in* « Controverse : Egalité : des exigences trop fortes ? », *Revue de droit du travail* 2012, p. 130-132.
* « Le principe d’égalité de traitement peut-il faire l’objet d’une QPC ? », *Semaine sociale Lamy,* 12 déc. 2011, n° 1517, p. 10-13.
* « Quelques observations sur les méthodes d’interprétation de la Cour de justice en matière de droit social », *Droit social,* 2010, p. 1216-1224.
* « La directive 96/71 du 16 décembre 1996 concernant le détachement des travailleurs dans le cadre d’une prestation de services : un « noyau dur » protecteur ? CJCE 3 avril 2008, Rüffert », *Droit social,* 2008, p. 866-872.
* « Le salarié acteur de l’évolution de sa compétence dans l’entreprise », *Droit social* 2008, p. 693-703.
* « Conciliation entre vie professionnelle et vie familiale en droit social communautaire », *Informations sociales*, janvier 2006, n° 129, p. 130-139.
* « Actualité du droit de l’harmonisation sociale en matière de rapport d’emploi » (avec Jean-Philippe Lhernould), *Droit social*, 2005, p. 509-525.
* « L’usage régressif du droit communautaire dans la réforme de la charge de la preuve d’un harcèlement (loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 portant relance de la négociation collective en matière de licenciements économiques) », *Semaine sociale Lamy*, 10 mars 2003, n° 1113, p. 6-9.
* « Un retour en grâce des médiateurs ? », *Droit social*, 2002, n° 3, numéro spécial, « La loi de modernisation sociale et le droit du travail », p. 325-333.
* « La compétence transnationale du CE européen », *Liaisons sociales Europe*, n° 54, 2002, p. 6-7.
* « L’élaboration des normes de sécurité », *Liaisons sociales Europe*, n°5, 2000, p. 2-3.
* « L’interprétation judiciaire progressiste des directives sociales : l’exemple de l’affaire « Renault-Vilvoorde » », *Revue juridique du centre ouest*, juillet 2000, n° 24, p. 29-41.
* « Les 35 heures et le droit communautaire », *Liaisons sociales Europe*, n° 6, 2000, p. 2-3.
* « Droit du travail communautaire et droit du travail français », *Semaine sociale Lamy*, Hors-série, n° 1000, 23 octobre 2000, p. 70-78.
* « Le principe communautaire de protection nationale renforcée et l’ordre public social français », *Droit social*, 1999, p. 916-927.

NOTES DE JURISPRUDENCE :

* Commentaire sous CJUE 15 juillet 2021, aff. jtes C-804/18 et C-341/19, *WABE,* « Des dispositions nationales plus favorables de protection de la liberté religieuse justifiant une discrimination indirecte »*, Revue de droit du travail* 2021, p. 715.
* Commentaire sous CJUE 21 septembre 2017, aff. C-149/16, *Halina Socha e.a. c. Szpital Specjalistyczny im. A. Falkiewicza we Wroclawiu* et CJUE 21 septembre 2017, aff. C-429/16, *Malgorzata Ciupa*, « Les accords sur l’emploi (version ordonnances Macron) sont-ils compatibles avec la directive « licenciement collectifs *», Revue de droit du travail* 2018, pp. 128-131.
* Commentaire sous CJUE 19 juillet 2017, C-143/16, *Abercrombie & Fitch Italia Srl c. Antonio Bordonaro*, « Feu vert de la CJUE pour le contrat de travail intermittent italien pour les jeunes », *Revue de droit du travail* 2017, p. 551.
* Commentaire sous CJUE, 24 novembre 2016, C-443/15, *David L. Parris* « [La CJUE limite la reconnaissance de la discrimination multiple](http://www.dalloz.fr.scd-rproxy.u-strasbg.fr/documentation/Document?id=REVTRAV/CHRON/2017/0090&ctxt=0_YSR0MT1tb2l6YXJkwqdyJGVvPSJSRVZVRVMvUkVWVFJBViLCp3gkc2Y9ZHotcmV2dWVz&ctxtl=0_cyRwYWdlTnVtPTHCp3MkdHJpZGF0ZT1GYWxzZcKncyRzb3J0PcKncyRzbE5iUGFnPTIwwqdzJGlzYWJvPVRydWXCp3MkcGFnaW5nPVRydWXCp3Mkb25nbGV0PcKncyRmcmVlc2NvcGU9RmFsc2XCp3Mkd29JUz1GYWxzZQ==&nrf=0_TGlzdGU=) », *Revue de droit du travail* 2017, p. 267.
* **Commentaire sous Cass.** Soc. 27 janvier 2016, n° 14-10.084**, «**[Le licenciement d'un salarié malade sans remplacement définitif n'est pas nécessairement discriminatoire](http://www.dalloz.fr.scd-rproxy.u-strasbg.fr/documentation/Document?id=REVTRAV/CHRON/2016/0140&ctxt=0_YSR0MT1tb2l6YXJkwqdyJGVvPSJSRVZVRVMvUkVWVFJBViLCp3gkc2Y9ZHotcmV2dWVz&ctxtl=0_cyRwYWdlTnVtPTHCp3MkdHJpZGF0ZT1GYWxzZcKncyRzb3J0PcKncyRzbE5iUGFnPTIwwqdzJGlzYWJvPVRydWXCp3MkcGFnaW5nPVRydWXCp3Mkb25nbGV0PcKncyRmcmVlc2NvcGU9RmFsc2XCp3Mkd29JUz1GYWxzZQ==&nrf=0_TGlzdGU=)**», *Revue de droit du travail* 2016, p. 423.**
* Note sous CJUE 9 juillet 2015, aff. 229/14, *Balkaya c/ Kiesek Abbruch*, gérants de société et stagiaire sont-ils des travailleurs au sens de la directive 98/59 relative aux licenciements collectifs ? », *RJS* 11/15, p. 661.
* Note sous Cass. Soc. 27 mai 2015, n° 14-11.155, clarification sur les obligations des employeurs successifs en cas de transfert conventionnel, *Revue de droit du travail* 2015, p. 463.
* Note sous Cass. Soc. 29 septembre 2014, licenciement disciplinaire pour dissimulation par le salarié de sa mise en examen, *Revue de droit du travail,* 2014, p. 762-763.
* Note sous CJUE 13 mars 2014 aff. 190/13, *Marquez Samohano*, relatif aux raisons objectives justifiant le renouvellement de CDD d’enseignants associés à l’Université, *Revue de jurisprudence sociale* 7/14, p. 439-441.
* Note sous CJUE 12 décembre 2013 aff. 361/12, *Carratù c/Poste Italiane SpA*, relatif au régime des indemnités réparant le recours irrégulier au CDD, *Revue de jurisprudence sociale* 5/14, p. 315-316.
* Note sous Cass. Soc. 17 décembre 2013, relatif à l’information du salarié lors du transfert d’entreprise*, Revue de droit du travail* 2014, p. 182-185.
* Note sous CJUE 6 novembre 2012, aff. C-286/12, *Commission européenne contre Hongrie,* relatif à la discrimination en raison de l’âge, *Revue de droit du travail* 2013, p. 111-113.
* Note sous CJUE 19 avril 2012, C-415/10, *Meister*, charge de la preuve d’une discrimination à l’embauche, *Revue de droit du travail* 2012, p. 497-500.
* Note sous Cass. Soc. 11 janvier 2012, justification d’une discrimination directe et pouvoir de direction, *Revue de droit du travail* 2012, p. 159-161.
* Note sous CJUE 21 octobre 2010, aff. 242/09, *Albron*, relatif à l’externalisation d’une entité d’un groupe de sociétés, *Revue de jurisprudence sociale* 1/11, p. 8-10.
* Note sous Cass. Soc. 18 novembre 2009, *Open Cascade*, relatif à l’information des salariés en cas de transfert d’entreprise, *Droit ouvrier* 2010, n° 739, p. 110-114.
* Note sous CJCE 23 avril 2009, aff. 378/07 à 380/07, *Angelidaki*, relatif à l’accord-cadre sur le travail à durée déterminée, *Revue de jurisprudence sociale* 8-9/09, p. 609-612.
* Note sous CEDH 17 juillet 2007, *Satilmis c/Turquie*, relatif à la liberté syndicale et exercice du droit de grève, *Revue de jurisprudence sociale* 2/08, p. 100-103.
* Note sous CJCE 6 avril 2006, C-124/05, *FNV*, relatif à l’interprétation du congé annuel payé instauré par la directive 2003/88 relatif à certains aspects de l’aménagement du temps de travail », *Revue de droit du travail*, 2006, p. 130.
* Note sous CJCE 9 mars 2006, aff. C-499/04, *Werhof*, relatif aux effets dans le temps du maintien de la convention collective antérieure lors d’un transfert d’entreprise, *Revue de jurisprudence sociale* 8-9/06, p. 659-662.
* Note sous CJCE 27 janvier 2005, aff. 188/03, *Junk*, relatif à la notion et à la procédure de licenciement collectif, *Revue de jurisprudence sociale* 07/05, p. 503-506.
* Note sous CJCE 15 juillet 2004, aff. 349/01, *Anker*, relatif à la mise en place d’un comité d’entreprise européen, *Revue de jurisprudence sociale* 01/05, p. 3-5.
* Note sous CJCE 20 novembre 2003, aff. 340/01, *Abler*, relatif à l’application de la directive 2001/23 du 12 mars 2001 sur les transferts d’entreprise en cas de changement de prestataires de services dans la restauration collective, *Revue de jurisprudence sociale* 04/04, p. 260-263.
* Note sous CJCE 20 mai 2003, aff. 465/00, *Rechnungshof*, relatif à la transmission d’informations sur la vie privée des salariés et la protection des bases de données, Revue de jurisprudence sociale 12/03, p. 945-949 (en collaboration avec C. Haguenau-Moizard).
* Note sous CJCE 10 avril 2003, aff. C-437/00, *Pugliese*, relatif à la compétence juridictionnelle en cas de succession de contrats de travail avec plusieurs employeurs, *Revue de jurisprudence sociale* 10/03, p. 754-756.
* Note sous CJCE 20 mars 2003, aff. C-187/00, *Helga Kutz-Bauer*, relatif à la justification d’une discrimination indirecte fondée sur le sexe en matière de condition de travail*, Revue de jurisprudence sociale* 06/03, p. 465-467.
* Note sous CJCE 24 janvier 2002, aff. 51/00, Temco Service Industries, relatif à l’application de la directive 2001/23 du 12 mars 2001 sur les transferts d’entreprise en cas de changement de prestataires de services, *Revue de jurisprudence sociale* 04/02, p. 300-302.
* Note sous Cass. 1ère civ. 12 novembre 1998, *JCP - La Semaine Juridique Notariale et Immobilière*, 2 avril 1999, n° 13, p. 547-549, relatif à la détermination judiciaire du terme du prêt à usage à durée indéterminée.
* Note sous Cass. Com. 30 juin 1998, *JCP - La Semaine Juridique - Edition Générale*, 21 avril 1999, n° 16-17, II 10076, p. 814-816, relatif à la réparation du préjudice du vendeur d’un fonds de commerce suite à la résolution de la vente de ce fonds.

CONTRIBUTIONS A DES OUVRAGES COLLECTIFS :

MELANGES :

* « Les référents harcèlement sexuel et agissements sexistes, un premier regard », Mélanges en l’honneur de Pierre-Yves Verkindt, à paraître.
* « La négociation collective en distanciel », *Mélanges en l’honneur de Marc Véricel*, Editions Mare et Martin, à paraître.
* « La discrimination directe sort de son lit, à propos de de CJUE, gr. Ch., 26 janvier 2021, aff. C-16/19, VL », *Mélanges en l’honneur de Marie-Ange Moreau*, Editions Bruylant, à paraître.
* « La plasticité de la compétence transnationale du comité d’entreprise européen », *Mélanges en l’honneur de Jean-Patrice et Michel Stork*, Dalloz, JOLY éditions, à paraître en février 2020.
* « La difficulté de faire valoir les obligations familiales impérieuses face aux besoins de l’entreprise », *Mélanges en l’honneur de Jean Mouly*, PULIM, 2020, 443 p, p. 289-300.
* « La vigilance des organisations syndicales lors de la négociation collective d’entreprise », in *Liber amicorum en hommage à Pierre Rodière,* LGDJ, 2019, p. 297-309.
* « Le législateur doit-il favoriser la culture du dialogue social ? », in *Mélanges offerts à Geneviève Pignarre*, LGDJ, 2018, 835 p., p. 615-623.
* « Les variations du principe d’égalité de traitement : l’exemple des accords collectifs catégoriels de prévoyance », in *Liber Americorum en l’honneur du Professeur Joël Monéger*, LexisNexis, 2017, p. 299-310.
* « La promotion de la négociation collective par la Cour de justice de l’Union européenne : l’exemple des discriminations », in *Le travail humain au carrefour du droit et de la sociologie, hommage au Professeur Nikitas Aliprantis,* Presses universitaires de Strasbourg, 2014, 810 p., p. 687-696.

AUTRES OUVRAGES COLLECTIFS :

* « L’égalité dans la rémunération » avec Judith BROCKMANN, *in* Benjamin DABOSVILLE (dir.), *Comment juger en matière de discrimination ? Approche comparative franco-allemande*, L’Harmattan, à paraître.
* « Les contours de la notion de travailleur en droit de l’Union européenne », *in* K. CHATZILAOU et N. MIHMAN (dir.) *Les mutations de la figure du travailleur au prisme de l’internationalisation du travail,* Dalloz, à paraître.
* Rubriques « Le panel de comparaison » et « La preuve des discriminations (droit du travail-droit civil) », in *Dictionnaire juridique de l'égalité et de la non-discrimination*, sous la direction de Delphine THARAUD et Caroline BOYER-CAPELLE, L'Harmattan, coll. Le Droit aujourd'hui, 2021, 392 p.
* « La frontière entre « travailleurs » et « travailleurs indépendants » et le droit des discriminations de l’Union européenne », *in* Ségolène BARBOU DES PLACES, Etienne PATAUT et Pierre RODIERE (dir.), *Les frontières de l’Europe sociale,* IREDIES, éd. Pedone, 2018,p. 193-210.
* « The Internationalization of Case-Law », avec Catherine HAGUENAU-MOIZARD, in [Lulia MOTOC](https://www.amazon.co.uk/s/ref=dp_byline_sr_book_1?ie=UTF8&field-author=Lulia+Motoc&text=Lulia+Motoc&sort=relevancerank&search-alias=books-uk), [Paulo PINTO DE ALBUQUERQUE](https://www.amazon.co.uk/s/ref=dp_byline_sr_book_2?ie=UTF8&field-author=Paulo+Pinto+de+Albuquerque&text=Paulo+Pinto+de+Albuquerque&sort=relevancerank&search-alias=books-uk), Krzysztof WOJTYCZEK (dir), New Developments in Const*itutional Law, Asys in Honour of Andras Sajo,* Eleven International Publishing (Pays-Bas), 2018, p. 143-158.
* « La prévalence de l’intérêt collectif sur l’intérêt individuel », *in* Fleur LARONZE (dir), *Les normes du travail, une affaire de personnes ?*, Bruylant, 2015, p. 181-200.
* « Déjudiciarisation et droit social », *in* Olivera BOSKOVIC (dir), *La déjudiciarisation*, *mare & martin*, collection Droit privé et science criminelle, 2012, 477 p., p. 241-264.
* « Tendances du droit du travail français au regard d’événements récents », in C. LAVIALLE (dir.) *Repenser le travail et ses régulations*, Presses universitaires de Tours, 2011, p. 151-160.
* « La force normative de l’accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 sur la modernisation du marché du travail », *in* Catherine THIBIERGE et alii (dir), *La force normative, naissance d’un concept*, LGDJ, Bruylant, 2009, p. 591-602.
* « L’effectivité du principe communautaire de l’information et de la consultation des travailleurs », *in* Philippe Paquet (dir), *Information, communication et management dans l’entreprise : quels enjeux ?*, L’Harmattan, 2008, p. 255-284.
* « Les médiations dans le règlement des conflits collectifs de travail », *in* Françoise MONEGER (dir.), *La médiation en débat*, Institut de droit économique et des affaires, 2002, p. 221 et *Les Petites Affiches* du 26 août 2002, p. 60-64.

ENCYCLOPEDIES**:**

* Droit social de l’Union européenne, Relations individuelles de travail, la formation du contrat de travail, Jurisclasseur Europe Traité, fasc. 605.
* Droit social de l’Union européenne, Relations individuelles de travail, l’exécution du contrat de travail, Jurisclasseur Europe Traité, fasc. 605-1.
* Droit social de l’Union européenne, Relations individuelles de travail, la cessation du contrat de travail, Jurisclasseur Europe Traité, fasc. 605-2.

CHRONIQUES :

* Chronique annuelle de « droit social européen » au *Journal de droit européen,* éd. Larcier(en collaboration avec Mélanie SCHMITT et Mathilde FRAPARD) : dernière chronique : juin 2021, n° 280, p. 302.
* Chronique mensuelle « Libertés et pouvoirs » dans la *Revue de droit du travail*, éd. Dalloz (en collaboration avec P. ADAM)

**INTERVENTIONS DANS DES COLLOQUES :**

* « Obligation to be vaccinated or to hold a sanitary pass in France », *No vaccine no entry into the workplace*, webinar, North-West University, Pretoria (Afrique du Sud), 5 octobre 2021.
* « Principe de proportionnalité et droits sociaux », *Le principe de proportionnalité*, avec Mélanie SCHMITT, Ecole d’été des doctorants, Ecole doctorales des sciences juridiques ED 101, Fédération de recherche L’Europe en mutation, Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion, Université de Strasbourg, 8 juillet 2021.
* « Les discriminations indirectes : le regard du travailliste », *La lutte contre les discriminations au travail dans le Code du travail et le Code pénal : même combat ?,* Université Paris Sud, Faculté Jean Monnet, IDEP, 21 novembre 2019
* « Syndicalisme international, action et négociation collectives au-delà des frontières », avec Isabelle DAUGAREILH, *Séminaire La territorialité en droit social*, 22 janvier 2019, IRJS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
* *«*Les questions transnationales délimitant la compétence du comité d’entreprise européen », Séminaire Interstices de transnationalité et droits humains, 25 septembre 2018, UMR DRES, CDPF, MISHA, Université de Strasbourg.
* « L’égalité de rémunération : les outils d’analyse de la comparaison : L’égalité femmes-hommes » (avec Judith BROCKMANN), GEFACT, Université de Iena, 25 mai 2018.
* « Le salaire minimum à l’heure du socle européen des droits sociaux », Groupement franco-allemand sur le contentieux du travail (GEFACT), Université de Bordeaux, 16 novembre 2017.
* « The prohibition of discrimination towards independent workers: a European and French perspective”, Labour Law Research Network, University of Toronto, Canada, 26 juin 2017.
* “Géographie de la confidentialité”, *Protection des données de l’entreprise et droits des travailleurs : l’impossible conciliation des intérêts*, 2 décembre 2016, UMR DRES, Université de Strasbourg.
* “Les nouvelles modalités de validation des accords collectifs”, Journée d’étude sur la loi Travail, 17 octobre 2016, UMR DRES, Université de Strasbourg.
* « Le comité d’entreprise et le groupe de droit interne », *Le comité d’entreprise dans l’évolution de la représentation collective des salariés*, 10 et 11 décembre 2015, Faculté de Droit et des Sciences sociales de l’Université de Poitiers, ERDP, DIRECCTE Poitou-Charentes.
* « Les régimes catégoriels de prévoyance sous le contrôle du principe d’égalité de traitement », *La rémunération non salariale, étude des dispositifs de partage du profit*, 16 octobre 2015, Faculté de droit, de gestion et de sciences politiques, Strasbourg, équipe de droit social UMR DRES, DIRECCTE Alsace.
* « L’emprise renforcée de la convention collective sur le contrat de travail », *L’emploi salarié : vers de nouvelles régulations ?*, 25 septembre 2015, Institut du travail, Equipe de droit social UMR DRES, DIRECCTE Alsace.
* « L’approche du dialogue social national par le droit européen », *Où va le dialogue social ?*, colloque des 50 ans de l’Institut régional du travail de Nancy, 1er juillet 2015, Faculté de droit de Nancy, Institut François Gény, AFDT.
* « The disruption of the hierarchy of norms in French labour law » (EWL group), *Labour law research network* Conference 2015, Hugo Sinzheimer Institute, Amsterdam, 25 juin 2015.
* « La prévalence de l’intérêt collectif sur l’intérêt individuel », *Les normes du travail : une affaire de personnes ?, Approches comparée et pluridisciplinaire*, 12-13 février 2015, Université de Strasbourg, Equipe de droit social, UMR DRES.
* « Actualité des clauses du contrat de travail, de la résiliation judiciaire et de la prise d’acte », Strasbourg, 6 février 2015, Journée d’actualité de droit social, Equipe de droit social, UMR DRES, ERAGE.
* « Le détachement devant la CJUE : les apports possibles de la Charte des droits fondamentaux », *La directive d’exécution de la directive détachement : quelles actualités et quels changements pour demain ? »*, 19 décembre 2014, Université de Strasbourg, UMR DRES, équipe de droit social.
* « La politique sociale », *La Constitution économique de l’Union européenne, Université d’été,* Faculté de Droit de Strasbourg, ED 101, Fédération de recherche « L’Europe en mutation », 4 septembre 2014.
* « L’actionnariat des salariés », *L’actionnariat salarié, une stratégie en quête de légitimité ?,* 19 novembre 2013, Université de Strasbourg, équipe de droit social et équipe de droit des affaires de l’UMR DRES.
* « The dangerous mobilisation of social fundamental rights », *Which securities for workers in time of crisis?*, CERCRID (UMR 5137) – ASTREES, 1-2 juillet 2013, Gdynia, Pologne.
* « Actualité du transfert d’entreprises », *journée d’actualité de droit social*, 17 janvier 2014, Strasbourg, ERAGE, équipe de droit social UMR DRES.
* « La mobilité à chaud, l’échange sécurité contre flexibilité », *Mobilités dans l’emploi et transitions professionnelles*, journée d’information et d’échange, 27 septembre 2013, Strasbourg, Institut du travail, UMR DRES, avec le soutien de la DIRECCTE Alsace.
* « The individual dismissals in France », *The individual dismissals,* Seminar of comparative labour law “Pontignano XXX”, Modène, Italie, Fondation Marco Biagi, 16/19 juillet 2013.
* « L’action collective, aspects de droit européen », *Actualité juridique de l’action collective, 40 ans après LIP !,* Besançon, 7 juin 2013, CRJFC, avec le soutien de l’AFDT.
* « Expression religieuse en entreprise et droit de l’Union européenne », *Les relations de travail et cultes*, 27 mai 2013, Université de Strasbourg, Revue de droit canonique, UMR DRES.
* « L’influence des conventions de l’OIT sur la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l’Homme », *Conseil de l’Europe et OIT, deux institutions au service de la justice sociale*, Colloque AFOIT-Université de Strasbourg, 8 février 2013.
* « L’information et la consultation des travailleurs en droit de l’Union européenne », Académie de droit européen de Trèves (Allemagne), juin 2012.
* « Les salariés de la filiale en difficulté et sa société mère », *Les droits des salariés dans les procédures collectives*, 1er juin 2012, Centre de droit de l’entreprise, Université de Strasbourg.
* « Le juge français et les normes internationales du travail », *Internationalisation du droit, conflit de sources internationales*, Groupement franco-allemand du contentieux du travail, 27-28 avril 2012, Bundesarbeitgericht, Erfurt (Allemagne).
* « Les données du débat », *Le détachement des intérimaires dans l’Union européenne*, 20 janvier 2012, Fédération de recherches Europe en mutation, Laboratoire de droit social et Institut du travail, Université de Strasbourg.
* « La déjudiciarisation en droit du travail », *La déjudiciarisation*, CRJ Pothier, Université d’Orléans, 26/27 octobre 2011.
* « Le travail décent et l’Union européenne », dans la table ronde « Le travail décent : approche comparée », *Droit fondamentaux & entreprise*, Fédération de recherche L’Europe en mutation, 14 et 15 octobre 2010, Strasbourg.
* « Les nouvelles formes d’intervention de la Cour de justice de l’Union européenne sur la politique sociale », *La politica social europea frente a las transformaciones laborales y sociales, IV Seminario Euromediterraneo Juan Rivero Lamas de Derecho del Trabajo y de la Seguridad Social*, Université de Saragosse, 15 et 16 avril 2010.
* « Engagements réciproques et conventions collectives de travail », *La réciprocité en droit* (sous la dir. de F. COULEE), CRJ Pothier, Orléans, mai 2007.
* « Harcèlement moral, discrimination et stress au travail –définitions juridiques », forum régional « Stress : le travail en question », DRTEFP Centre, Tours, janvier 2008.
* « La jurisprudence sociale de la CJCE », lors des séminaires consacrés aux « Développements récents en droit communautaire », Académie de droit européen de Trèves (Allemagne), mai 2006, 2007 et 2008.
* « Actualité du droit de l’Harmonisation sociale en matière de rapport d’emploi » (avec Jean-Philippe LHERNOULD), lors de la rencontre annuelle des juristes du travail (ENM-INTEFP-AFDT) « Actualité du régime du travail dans le cadre de l’Union européenne », Paris, 10 décembre 2004.
* « La notion de travailleur en droit communautaire », (avec Hélène TISSANDIER et Iris ESHKOL), lors du colloque « Ontologies du droit et langage juridique », 3 décembre 2004, Action spécifique du réseau pluridisciplinaire « Droit et système d’information », CNRS, Université Paris II.
* « Le principe de l’information et de la consultation des travailleurs en droit communautaire », lors du séminaire consacré aux « Développements récents en droit du travail européen », Académie de droit européen de Trêves (Allemagne), 6-7 mai 2004.
* « La médiation dans les conflits collectifs de travail », lors de la journée « La médiation en débat » (sous la dir. de Françoise MONEGER) organisée par l’Institut de droit économique et des affaires, Faculté de droit d’Orléans, le 20 décembre 2001
* « L’affaire Renault-Vilvorde », Ecole doctorale de la Faculté de droit d’Orléans, journée sur « L’Europe sociale », le 30 mars 1999.

**ORGANISATION DE COLLOQUES ET CONFERENCES :**

* *Young researchers seminar* (16 au 19 mai 2019) réunissant des doctorants européens et spécialement de l’Europe de l’Est, sous la direction du Pr. TEUN JASPERS (PPa)
* *Renverser la perspective : les droits sociaux comme remède aux crises européennes,* 2 juin 2017, co-organisé avec F. BENOIT-ROHMER et M. SCHMITT, UMR DRES, Université de Strasbourg.
* *Les rencontres d’automne de l’Association française de droit du travail sur « Les périmètres de l’Europe sociale »*, 8/9 septembre 2017, Cour européenne des droits de l’Homme, co-organisé avec M. SCHMITT.
* Colloque sur *Les relations de travail et cultes*, 27 mai 2013, Université de Strasbourg, co-organisé avec Mme J.-M. TUFFERY-ANDRIEU, M. AOUN et R. de QUENAUDON, Revue de droit canonique, UMR DRES.
* Colloque sur *La Convention européenne des droits de l’Homme et la relation de travail,* 30-31 janvier 2014, Université de Strasbourg, co-organisé avec M. SCHMITT et F. DORSSEMONT, équipe de droit social de l’UMR DRES, CEIE, avec le soutien de l’ETUI.
* *Table-ronde sur La rupture conventionnelle : état des lieux du contrôle et de la pratique*, 11 décembre 2013, Université de Strasbourg, équipe de droit social de l’UMR DRES, avec le soutien de l’AFDT.
* *Table-ronde sur la proportionnalité en droit social*, 8 novembre 2013, Université de Strasbourg, équipe de droit social de l’UMR DRES.
* Colloque sur « *Le détachement des intérimaires dans l’Union européenne »*, 20 janvier 2012, co-organisé avec F. MULLER et Mélanie SCHMITT, Fédération de recherches Europe en mutation, Laboratoire de droit social et Institut du travail, Université de Strasbourg.
* Colloque sur *« les restructurations »*, co-organisé avec M. le professeur Jean-François CESARO, Université François Rabelais, Tours, avril 2010.
* Conférences annuelles dans le cadre des « Amphis de l’actualité » de l’UFR Droit, Economie, Gestion d’Orléans, co-organisées avec le groupe orléanais de l’ANDRH (2004-2011).

**CONTRIBUTION A DES RAPPORTS :**

* *Les résultats des négociations sur l’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes en France : L’exemple de 10 entreprises de l’Eurométropole de Strasbourg,* (en collaboration avec M. Forté, T. GARAT, M.-E. LIAKOPOULOU, I. TERRAZ), Institut du travail, rapport pour le Bureau international du travail, 2021, 121 p.
* *Négocier la déconnexion : analyse des accords déconnexion dans la Région Grand Est* (en collaboration avec L. BESNIER, M. FORTE, T. GARAT, M.-E. LIAKOPOULOU, F. TOURNADRE), Institut du travail, rapport de recherche pour la DIRECCTE Grand Est, juillet 2019, 75 p.
* *Négocier l’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : avancées, résistances et conditions de développement »,* Institut du travail, sous la dir. de Michèle FORTE, Rapport de recherche pour la DIRECCTE ALSACE, avril 2015, 92 p.

**DIRECTIONS DE THESES :**

THESES SOUTENUES :

* Eva EIN-ELI, *Les violences au travail*, en co-direction avec Liliane RIOUX, professeure de psychologie au travail à l’Université Paris Nanterre, 23 novembre 2020, Université Paris Nanterre.
* Adam GAUTIER, *La simulation dans les rapports d’emploi : Etude comparée du droit français et du droit polonais*, soutenue le 25 septembre 2019 à l’Université de Strasbourg.
* Sophie ROSSIGNOL, *La reconnaissance des discriminations multiples en droit du travail français : état des lieux et perspectives*, soutenue le 7 juillet 2017 à l’Université de Strasbourg.
* Raphaël RAMETTE, *La clientèle de l’entreprise et le salarié*, par soutenue le 9 mars 2017 à l’Université d’Orléans.
* Mathilde SCAGLIA, *Contrat de travail et sources du droit*, soutenue le 13 novembre 2015 à l’Université d’Orléans

**PARTICIPATION JURYS DE THESE ET DE HDR :**

JURYS DE THESE :

* Adrienn LUKACS, *Protection of employees’ right to privacy and right to data protection on social network sites : with special regard to France and Hungary*, 6 novembre 2020, Université Paris 1 (rapporteur)
* Aya Marie YAO, *Le travail de l’enfant en Afrique de l’Ouest : le cas de la Côte d’Ivoire*, 9 mars 2021, Université Paris Nanterre (rapporteur)
* Nicolas COGNET, *L’acteur.trice syndical.e salarié.e de l’entreprise*, 18 novembre 2019, Université Lyon 2 (rapporteur et président de jury)
* Nicolas BOUTHIERE, *Le droit à la paresse*, 7 novembre 2019, Université Le Havre Normandie (rapporteur)
* Clothilde ABOUME AMVAME-MICHELET, *Approche critique du principe d’égalité de traitement des salariés en droit du travail interne*, 10 juillet 2019, Université de Lorraine (président de jury)
* Barbara GOMES, *Le droit du travail à l’épreuve des plateformes numériques*, 3 décembre 2018, Université Paris-Ouest Nanterre (rapporteur)
* Manuela LEGUICHEUX, *La loi négociée en droit du travail*, 23 novembre 2018, Université Lyon 2 (rapporteur et président de jury)
* Benoît LOPEZ, *Les clauses sociales, contribution à l’étude de rapport entre le droit du travail et le droit international économique*, 27 septembre 2018, Université Lyon 2 (rapporteur)
* Myriam CASTEL, *Sous-traitance et droit du travail : essai sur la responsabilité du donneur d’ordre dans le réseau d’entreprise*, 15 novembre 2017, Université Toulouse 1 Capitole (rapporteur)
* Camille PERCHER, *Le concept de travail décent à l’épreuve du droit de l’Union européenne*, 11 octobre 2017, Université Lyon 2 (suffragant)
* Mathilde FRAPARD, *La protection négociée des droits sociaux fondamentaux des travailleurs : contribution à l’étude des accords d’entreprise transnationaux*, le 30 septembre 2016 à l’Université de Strasbourg
* Sabrina MRAOUAHI, *La règle de droit saisie par l’urgence : l’exemple du droit du travail*, 6 décembre 2014, Université de Strasbourg
* Hélène GAFTONIUC CADINOT-MANTION*, L’influence de la concurrence sur le droit social eu sein de l’Union européenn*e, 2008, Université de Poitiers (suffragant)

JURYS DE HDR :

* Benoît GENIAUT, le 7 octobre 2016 à l’Université de Haute-Alsace (rapporteur)
* Fleur LARONZE, le 21 juin 2016 à l’Université de Strasbourg
* Chantal MATTHIEU, le 7 juillet 2014 à Université de Franche-Comté (rapporteur)

**ASSOCIATIONS ET GROUPES DE TRAVAIL :**

* Membre du Conseil d’administration de l’Association française de droit du travail et de la sécurité sociale (AFDT)
* Membre du Groupe d’étude franco-allemand sur le contentieux du travail (GEFACT)
* Référent français du groupe European Working group in labour law (EWL)

**FONCTIONS ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES** :

* Directeur de l’Institut du travail, composante de l’Université de Strasbourg (janvier 2017- décembre 2021)
* Animateur des ateliers Qualité de vie au travail des Assises RH de l’Université de Strasbourg 2021,
* Membre de la commission de formation continue des personnels de l’Université de Strasbourg depuis 2018,
* Membre du jury du concours d’entrée et président du jury de l’épreuve de plaidoirie en droit social du concours du CRFPA du Grand-Est
* Responsable de l’équipe de droit social de l’UMR DRES/CNRS 7354 (2015-2019),
* Président de la conférence nationale des directeurs des Instituts du travail depuis 2018,
* Directeur-adjoint de la Fédération de recherche L’Europe en mutation FR3241 Unistra/CNRS (2013-2017),
* Référent d’amphithéâtre en Licence 3 à la Faculté de droit de Strasbourg (2013-2017)
* Expert AERES pour les Masters (vague D), 2012-2013
* Responsable du Master 2 Droit social et GRH à l’Université d’Orléans (2003-2011),
* Coordonnateur académique et régional de la formation continue de l’enseignement supérieur dans l’académie Orléans-Tours (2007-2011),
* Membre des comités de recrutement de la section 01 de l’Université d’Orléans (2004-2011),
* Elu au Conseil de gestion de l’UFR Droit, Economie, Gestion de l’Université d’Orléans (2006-2010),